

grain avant des élections fédérales ou quelque autre événement politique important au Canada. Le bill éliminera en partie cette incertitude et aucun ministre—et je ne cherche pas à accuser le ministre actuel—ne pourra ordonner qu'on fasse le versement final à un moment opportun du point de vue politique.

Il importe que le fermier sache quand il recevra le paiement final. S'il le sait, il peut éliminer l'une des incertitudes avec lesquelles il est aux prises. Il peut planifier. C'est pour cette raison, à mon avis, que tous les députés de la Chambre se doivent d'approuver le bill à l'étude.

Le bill assurera un avantage à court terme au fermier, étant donné qu'il pourra reporter une partie de son revenu d'une année à l'année d'imposition suivante. Il ne peut évidemment le faire qu'une fois; il ne peut retarder le paiement de son impôt que d'un an. A long terme, il lui faut payer tout l'impôt qu'il doit. En conséquence, le bill ne procurera au fermier qu'un avantage à court terme. De plus, lorsque le bill sera en vigueur, le fermier saura quand il pourra s'attendre à recevoir le paiement final. Il s'agit là d'une question importante, car muni de ce renseignement, lors des semailles, il pourra planifier ses activités pour l'année qui vient.

L'adoption de ce projet de loi encouragera la planification dans le secteur agricole de notre économie. On éliminera ainsi une des incertitudes du domaine agricole; c'est donc un pas dans la bonne direction. Je crois que le gouvernement devrait envisager de payer le prix initial le plus élevé possible pour le grain. Les paiements pourraient être versés au début de la saison agricole. Cela contribuerait à éliminer beaucoup d'incertitudes.

Lorsque le blé se vendait \$5 le boisseau, le paiement initial était d'environ \$2. La différence, soit un montant d'environ \$3 le boisseau, était versée au compte de livraison en commun et représentait un prêt sans intérêt au gouvernement. Récemment, le prix initial est passé à environ \$3.50 le boisseau et les agriculteurs ont tiré profit de ce montant additionnel. Auparavant, le paiement initial n'était que de \$1.50 le boisseau, et l'argent qui n'était pas versé aux agriculteurs demeurait au compte de mise en commun, en tant que prêt sans intérêt au gouvernement.

Nous devons essayer d'établir un prix initial aussi élevé que possible, afin de fournir aux agriculteurs les meilleures garanties possibles. Si l'on garantit un prix élevé aux agriculteurs, ils produiront tous les aliments nécessaires. En d'autres termes, il faut de la planification de la part du gouvernement fédéral, des divers gouvernements et organismes provinciaux ainsi que des organisations agricoles du pays, afin de stabiliser la production agricole.

Le député de Crowfoot a mentionné la Conférence de Rome sur l'alimentation et nous a fait remarquer qu'un grand nombre de gens meurent de faim. Nous savons que la sécheresse et les inondations ont entraîné des catastrophes dans certains pays situés au sud du désert du Sahara, au Bangladesh, en Inde, et dans d'autres pays. Ces pays ont besoin de nourriture. Nous devons donc produire le plus de denrées alimentaires possible. Notre production agricole ne sera suffisante que si l'on garantit à nos agriculteurs un prix stable pour leurs produits. Si les garanties de base sont plus fortes, les agriculteurs pourront planifier la quantité de blé qu'ils devront semer, le nombre de bovins et de porcs à élever, etc. Sans ces garanties fondamentales, sans cette sorte de revenu garanti, les agriculteurs ne produiront pas.

D'autre part, si l'on garantit aux agriculteurs un juste prix pour leurs produits, ils produiront à plein rendement.

#### Commission du blé—Loi

Le Canada a le devoir de produire le plus de produits alimentaires qu'il peut, dans l'intérêt des Canadiens et de tous ceux qui meurent de faim à travers le monde. Les populations en pleine expansion de nombreux pays, y compris les pays en voie de développement, ont besoin de plus de produits alimentaires.

• (1640)

Un bill comme celui-ci peut contribuer à nous rappeler que nous devrions essayer de rationaliser notre agriculture. Nous devrions planifier notre secteur agricole. Notre but devrait être de produire autant de vivres que nous pouvons. La seule façon d'y arriver est d'assurer un rendement juste à l'agriculteur.

Nous devrions acheminer les surplus de produits alimentaires que nous ne pouvons pas vendre ou exporter sur les marchés ordinaires vers une sorte de banque alimentaire canadienne ou mondiale qui pourrait s'imbriquer dans nos programmes d'aide à l'étranger. Chose tragique, l'été dernier, 18 millions d'œufs ont été gaspillés parce que nous n'avions pas de moyen physique d'en disposer. Ce ne fut pas la faute de l'office de commercialisation ni celle des producteurs d'œufs. La marge d'erreur de l'office de commercialisation était de moins de 1 p. 100. La faute réside dans le fait que nous n'avions pas de moyen de disposer de ces œufs. Nous ne pouvions pas les faire parvenir à ceux qui mouraient de faim.

Lorsque nous étudions un bill comme celui-ci, nous devrions songer à la collectivité mondiale, produire autant de vivres que nous pouvons et acheminer ce que nous ne pouvons pas vendre sur les marchés ordinaires vers des programmes d'aide internationaux sous les auspices des Nations Unies ou de quelque autre organisation semblable, pour nourrir les peuples du monde. Ce serait une véritable contribution.

Tant qu'il y aura des gens qui mourront de faim, le malaise social persistera. Il y aura des problèmes démographiques et des luttes pour le pouvoir entre les différentes races et les différents groupes d'un même pays. Le Canada est un des quelques pays qui peuvent vraiment contribuer à écarter beaucoup de ces problèmes mondiaux.

Je ne veux pas retarder l'étude de ce bill. Notre parti l'appuie. Je tiens à faire savoir au ministre qu'il peut compter sur l'appui épressé et enthousiaste de notre parti pour tout ce qui contribue à organiser notre agriculture et tend à assurer à l'agriculteur un prix de base pour ses produits qui soit raisonnable et juste.

**M. S. J. Korchinski (Mackenzie):** Madame l'Orateur, contrairement au député de Yorkton-Melville (M. Nystrom), je n'appuie pas cette mesure. Je ne puis la considérer que comme une astuce politique, comme un ramassis de balivernes et comme une affaire exclusive.

**M. Lang:** Excellente sous d'autres rapports.

**M. Korchinski:** Le ministre dit qu'elle est excellente sous d'autres rapports. S'ils en sont à ce point dépourvus d'idées pour améliorer la situation des cultivateurs, c'est bien déplorable. Le ministre a déclaré au comité ce matin qu'ils n'étaient pas des chevaux. Ils me font parfois penser à un groupe de mules.

Voilà un autre exemple de ce que le gouvernement parraine. Comme on l'a dit, le gouvernement se sent tout perdu. Apparemment il tente d'aider les cultivateurs prospères et importants mais il n'a aucune considération pour celui qui est pauvre, malheureux et sans récolte.